



Gouvernement du Rwanda

Ministère des finances et de la planification économique



 Economic Commission for Africa
Commission économique pour l'Afrique
1958 - 2018

22^e réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Est (SRO-EA)

Mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale en Afrique de l'Est: de la vision à l'action

Note d'orientation pour la réunion du Groupe ad hoc d'experts :
Facilitation des échanges et production manufacturière –
Comment tirer parti des nouvelles opportunités du
commerce intra-africain

21 – 22 novembre 2018

Kigali Convention Centre

Rwanda

I. Contexte

Malgré une augmentation de son volume commercial global, l'Afrique enregistre une stagnation de la part du qui revient au commerce intra-africain. En 2016, les exportations intra-africaines représentaient 18% du total des exportations, contre 59 et 69% respectivement pour les exportations intra-asiatiques et intra-européennes. L'augmentation du commerce intra-africain est essentielle pour la réalisation des objectifs de développement durable et, plus important encore, pour bâtir des économies robustes capables de créer des emplois et de la richesse pour le continent. Au niveau continental, nous avons constaté les efforts déployés en vue de créer un marché unique africain et de supprimer les barrières commerciales qui ont sévèrement entravé le commerce intra-africain.

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) est le premier projet phare de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) et une initiative clé dans l'industrialisation et le développement économique de l'Afrique. Il s'agit d'une entreprise ambitieuse qui concerne 55 États membres sur l'étendue d'un continent caractérisé par sa diversité. La ZLECA devrait générer d'importantes opportunités économiques. Des analyses empiriques de la ZLECA identifient les gains en ces termes : Mevel et Karingi estimaient en 2012 que le commerce intra-africain augmenterait de 52,3% (34,6 milliards de dollars EU) à l'horizon 2022, comparativement à un scénario de base sans ZLECA ; Chauvin et al. (2016) estiment les impacts positifs à long terme qui verront augmenter le bien-être de l'Afrique de 2,6% d'ici à 2027, et ce grâce à la ZLECA.

Pour atteindre les objectifs ci-dessus et la vision énoncée dans la ZLECA, les pays africains devront déployer des efforts concertés pour éliminer les obstacles tarifaires et les obstacles non tarifaires qui entravent et continuent de freiner le commerce, les investissements et la croissance. La ZLECA et les autres réformes liées à l'OMC apporteront les modifications tarifaires recherchées, mais les obstacles non tarifaires (ONT) sont plus difficiles, et leur élimination passe nécessairement par une approche plus concertée et plus ciblée en matière d'harmonisation. Des progrès ont été accomplis tant au niveau mondial que dans le cadre de divers ACR sur le continent africain. Par exemple, l'entrée en vigueur de l'Accord de 2017 de l'OMC sur la facilitation des échanges a fourni un cadre aux efforts mondiaux visant à réduire les coûts du commerce international en simplifiant ou en harmonisant les règles et procédures régissant les exportations et les importations. Pour soutenir ces efforts, l'OMC et les pays développés reconnaissent que de nombreux pays en développement auront besoin d'un soutien leur permettant d'entreprendre des réformes et ont donc fourni un soutien financier à travers les programmes de l'Aide pour le Commerce.

En Afrique de l'Est et principalement dans la CAE, un effort concerté est déployé depuis 2009 pour lever les ONT. La création *Trademark East Africa*, dont la mission est de coordonner l'élimination des obstacles non tarifaires et d'harmoniser les politiques, les normes et les réglementations commerciales, constitue l'un de ces efforts. Cette initiative et d'autres initiatives de facilitation des échanges ont donné des résultats significatifs : augmentation du volume des échanges, réduction des délais de transit et simplification des processus et procédures douaniers. Néanmoins, beaucoup reste encore à faire pour éliminer les ONT dans d'autres domaines - transport aérien, transport par voies navigables, ouverture des marchés du transport à la concurrence, etc.

II. Les objectifs de la réunion du Groupe ad hoc d'experts (AEGM)

Compte tenu de l'importance de l'intégration régionale pour l'industrialisation de la région, il est important de s'attaquer aux obstacles non tarifaires et d'analyser comment la facilitation des échanges peut stimuler le commerce et la production manufacturière dans la région. Dans ce contexte, les participants seront invités à apporter leur contribution au débat et l'examiner des questions suivantes :

- a) Quelle est l'ampleur de la facilitation des échanges dans la région de l'Afrique de l'Est ?
- b) Quel est l'impact économique de la facilitation des échanges sur le commerce et la production manufacturière ?
- c) Quels sont les défis de la mise en œuvre de la facilitation des échanges dans la région ?

III. Programme provisoire

Mercredi 21 novembre 2018

Présentations :

- Rodgers Mukwaya, Fonctionnaire chargé des affaires économiques, Bureau pour l'Afrique de l'Est, CEA
- Patience Mutesi, *Trade Mark East Africa*
- Kato Kimbugwe, Expert en facilitation des échanges

Jeudi 22 novembre 2018

Présentations :

- Robert Opirah, Directeur general MINICOM Rwanda
- Peter Mathuki, Directeur exécutif par intérim, *East African Business Council*

IV. Participation

La séance plénière réunira des experts de pays d'Afrique de l'Est, ainsi que des représentants du secteur privé, d'organisations de la société civile et d'autres institutions concernées. Pour de plus amples informations et éclaircissements, veuillez contacter M. Mukwaya Rodgers, mukwayar@un.org

Bibliographie

Chauvin, N., Ramos, P., & Porto, G. (2016). Trade, Growth, and Welfare Impacts of the CFTA in Africa. In *Proceedings of CSAE Conference: Economic Development in Africa, Oxford*

Mevel, S., & Karingi, S. (2012, October). Deepening regional integration in Africa: A computable general equilibrium assessment of the establishment of a continental free trade area followed by a continental customs union. In *7th African Economic Conference, Kigali, Rwanda* (Vol. 30).

CEA (2018) La Zone de libre-échange continentale africaine : un catalyseur du développement industriel sur le continent

https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/atpc_brief_afcfta_as_a_catalyst_for_industrial_development_final.pdf

CEA (2018) La Zone de libre-échange continentale africaine ; Questions & réponses

https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/qa_cfta_en_230418.pdf

CNUCED (2017) La Zone de libre-échange continentale africaine: Défis et opportunité des réductions tarifaires

https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ser-rp-2017d15_en.pdf